

## Contre la LGV Limoges-Poitiers La Creuse vent debout



Le Conseil général de la Creuse soutient à l'unanimité l'axe ferroviaire nord-sud contre le projet de bureau Limoges-Poitiers. Une position qui place dans le débat en Limousin. (Photo AFP)

Photo: AFP

### • SÉCHERESSE

## Les syndicats agricoles peu convaincus

### LIBYE

## Possible transition du pouvoir

# Les anti-LGV de plus en plus sereins

La LGV Limoges-Poitiers fait partie des projets remis en cause par le rapport du député de la Drôme. Du pain béni pour les anti-LGV ! Réunis en collectif depuis mai 2009, les adhérents tentent de faire avorter le projet LGV Limoges-Poitiers, qu'ils estiment absurde, beaucoup trop coûteux, et être une hérésie écologique. De tout cela, et pour faire le point des derniers rebondissements de ce projet, le collectif a souhaité parler hier lors d'une conférence de presse. Son porte-parole, André Thépin a rappelé que de plus en plus de voix s'élevaient

Depuis mai 2009 les anti-LGV

et pro-Pollt tentent de faire avorter le projet LGV qu'ils estiment être absurde

contre le financement de ce projet. Il a notamment évoqué le refus de la présidente du conseil régional de la Vienne, Ségolène Royal, de

Le rapport du député UMP de la Drôme, Hervé Mariton, consacré au financement du schéma national d'infrastructures de transport indique que les nouvelles LGV devraient amplifier le déficit du système ferroviaire. Une cartouche de plus pour les anti-LGV.



Les anti-LGV restent d'autant plus mobilisés que le projet Limoges-Poitiers a du plomb dans l'aile. (Photo Marielle Dupuy)

financer sans contre-partie la LGV Tours-Bordeaux, condition sine qua non à l'obtention de la LGV Limoges-Poitiers. « Qu'attend Jean-Paul Desumat, le président du

conseil régional du Limousin pour faire pareil et exiger que l'Etat paie la côte part de la région Limousin ? » s'est-il questionné. Ce qui lui a permis de rappeler que le collec-

tif avait, par le biais d'un recours gracieux, demandé au conseil régional du Limousin de supprimer une délibération sur le financement de la ligne grande vitesse Tours-

Bordeaux, sous prétexte du non respect de la simultanéité de réalisation des deux barreaux. « L'article 3 de la délibération spécifiait « l'engagement financier de la Ré-

## REPERES

Selon un sondage réalisé par RFF sur le projet LGV Limoges-Poitiers daté de janvier 2011 :

- entre 70 et 85% le croient nuisible à l'environnement
- 49% se jugent mal informés
- 71% le jugent inutile
- 92% ignorent son coût

Les anti-LGV et pro-POLLT exigent que les financements deviennent prioritaires sur les lignes existantes.

## 2h40

C'est aujourd'hui le temps de parcourir entre La Souterraine et Paris. Avec la rénovation des voies, les anti-LGV pensent que ce même trajet pourrait se faire en 2h20.

gion en faveur de la liaison Tours-Bordeaux sera caduque en cas de non réalisation simultanée du barreau Poitiers-Limoges avec la ligne grande vitesse Tours-Bordeaux». Le conseil régional avait organisé « en urgence » une séance plénière extraordinaire, le 13 avril dernier, pour rectifier le tir. Le recours posait aussi la question de la TIP, dont une partie est perçue par la Région pour financer la LGV Poitiers-Limoges. La décision du 13 avril ne

## TÉMOIGNAGES

Selon vous, pour qui la LGV Limoges-Poitiers a-t-elle encore de l'avenir ?



ROBERT ROLLAND  
MEMBRE DE COLLECTIF  
HAUTE-VIENNE

« Pour les élus »

Aujourd'hui ce sont les élus qui, de leur propre aveu, ont perdu contact avec le peuple qui lui demande des trains à l'heure, confortables et de nombreuses dessertes. Le peuple demande un service public réellement

au service du public et non pas, comme l'a déclaré le représentant du conseil régional à La Souterraine en Creuse et je cite : « salariés et scolaires vont devoir demander à négocier une flexibilité de leurs horaires pour s'adapter aux horaires des trains. Tous ces élus pensent que l'obstination est une qualité alors qu'elle n'est pas autre chose qu'un aveuglement de la volonté.

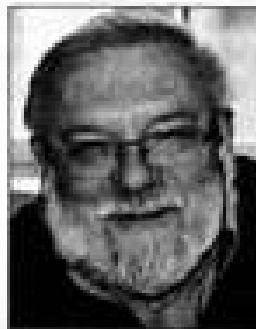


GERARD GUÉRY  
MEMBRE DE COLLECTIF  
HAUTE-VIENNE

« Ceux qui font une politique de plus en plus éloignés des gens »

Tous ceux là perdent régulièrement les voix de leurs électeurs, car ils s'éloignent de plus en plus de la population et du terrain. Ils devraient

plutôt s'engager avec les autres forces de gauche pour réfléchir avec eux à cette question et arrêter de penser qu'ils détachent la vérité. A chaque fois qu'on a essayé de négocier, on s'est retrouvé face à un mur. Depuis deux ans que le collectif a vu le jour, on n'a jamais eu d'échanges avec les pro-LGV cela a plutôt été des affrontements, ce qui a débouché sur une radicalisation des positions.



ALAIN BERTRAND  
MEMBRE DE COLLECTIF  
HAUTE-VIENNE

« Des gens qui méprisent le Limousin »

Cela ne peut être que des gens qui méprisent le Limousin et ne se concentrent que sur le grand Limoges. Pour réaliser ce projet, ces personnes veulent défigurer cette

région pour le plus grand mépris des zones rurales. En plus, ce projet annonce la mort des TER. Alors pourquoi insister ? J'ai tendance à croire qu'il est difficile de ne pas plonger les doigts dans le pot à confiture. Je me souviens en 2004 l'annonce du projet POLLT, il représentait beaucoup pour le Limousin. Aujourd'hui on ne devrait plus se battre pour sa sauvegarde, mais pour la LGV ? J'aimerais voir la liste des actionnaires de Vinci !

pourrait pas avoir d'effet rétroactif d'où la question des membres du collectif sur les paiements entre le 1er janvier et le 13 avril, date de la séance extraordinaire.

«*Qui défend encore le projet LGV Limoges-Poitiers ?*» poursuit André Thépi, « *Selon le rapport Mariton, la France n'a pas les moyens, il faut faire des choix. Le sénateur de l'Indre, Louis Pinton, plaide pour le Polt, François Hollande est pour la LGV mais dit que la Corrèze ne pourra pas financer, la Creuse n'en veut pas (NDLR voir encadré ci-dessous).*»

Le collectif ne comprend pas l'acharnement des pro-LGV. Les anti-LGV préfèrent militer en faveur de l'amélioration de la ligne historique, Polt (Paris-Orléans-Limoges-

## « Qui défend encore le projet LGV Limoges-Poitiers ? »

ANDRÉ THÉPIN

Toulouse). Ils restent également attachés au service public et dénoncent la bonne affaire réalisée par le groupe Vinci, qui dans le cadre du partenariat privé-public percevra les recettes de péages.

«*Ce qui intéresse les usagers, c'est d'abord un service public accessible à tous avec des gares ouvertes et du personnel, pas une LGV pour quelques-uns. Ce qu'ils veulent aussi, se sont des trains qui arrivent à l'heure*», estime

Marie-Andrée Fradet, un des membres du collectif.

Par ailleurs, l'association Urgence Ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse organisera une journée d'action dans les trains de la ligne vendredi prochain. Une équipe d'adhérents de l'association va parcourir les rames dans un sens, remettant à chaque voyageur une carte pétition et éventuellement apporter des explications sur les objectifs de leur association.

Cette équipe va ensuite parcourir le train en sens inverse pour récupérer les cartes pétitions signées, sachant qu'il sera possible pour les usagers de les envoyer par La Poste, l'affranchissement étant gratuit (cartes T) ■

FATIMA AZZOUG

LE PLUS VIEUX JOURNAL D'ORLÉANS - «*qui arrivent à l'heure*», estime

FATIMA AZZOUG

## Le conseil général de la Creuse sans réserve pour le POLLT

Le conseil général de la Creuse, présidé par le socialiste Jean-Jacques Lazach, a adopté, à l'unanimité le 6 juin dernier, le texte ci-dessous qui entre en contradiction totale avec les positions des majorités socialistes au conseil général de la Haute-Vienne et au conseil régional Limousin.

«*Considérant que le désenclavement ferroviaire de la Creuse est indispensable et primordial à son développement, le Conseil Général de la Creuse souhaite défendre la ligne à grande vitesse Paris-Clermont-Ferrand-Lyon dans son tracé le plus à l'Ouest, avec une ramification vers Châteauroux, La Souterraine, Limoges et Brive, d'une part, et d'autre part, une ramification vers Mondouçon jusqu'à Guéret.*

Considérant que le Conseil Général de la Creuse souhaite que le Limousin s'associe au projet POCL et demande que la ramification en direction de Châteauroux soit prolongée jusqu'à Brive (voir au-delà) via La Souterraine et Limoges et que la ramification vers Mondouçon soit prolongée jusqu'à Guéret.

Considérant que le projet du barreau à voie unique Limoges-Poitiers risque, à terme, d'empêcher la prise en compte de la ligne POLLT (Paris-Orléans-La Souterraine-Limoges-Toulouse), indispensable à la desserte et au développement de la Creuse.

Considérant que la nouvelle ligne Paris-Lyon, avec la création d'un raccordement entre la future LGV POCL et la ligne POLLT à proximité de Châteauroux, serait de nature à désen-

claver le Sud de l'Indre et l'Ouest de la Creuse.

Considérant qu'un raccordement à double voie (Y renversé) offrirait à Limoges une performance égale voire supérieure à l'option vers Poitiers, pour un moindre coût et en contribuant à valoriser toute la ligne, et que le trafic venant du sud de Châteauroux continuerait d'irriguer le POLLT.

Considérant qu'il est impensable que perdue au cœur de la France, une vaste zone non desservie par la grande vitesse.

Considérant les dernières réserves émises sur le financement de la ligne LGV et, parallèlement, les déclarations de monsieur Guillaume Pepy, président de la SNCF, faisant du POLLT la «*colonne vertébrale*» du réseau ferroviaire français.

Demande à l'Etat de prendre acte de ces positions et qu'il les mette effectivement en œuvre avec la SNCF et RFF.

- que les Elus du Conseil Général de la Creuse soient associés au débat public concernant le doublement de la ligne Paris-Lyon,

- l'inscription de la ligne POLLT au SNIT (Schéma Régional des Infrastructures de Transports)

- la définition d'un schéma directeur pour la modernisation de la ligne POLLT, dans un délai rapide, afin d'en phaser les principales étapes et d'en assurer le financement.